

Les vieux immigrés disent le siècle

Philippe VIDELIER *

Il est temps de passer de l'immigré chiffré à la mémoire, précieuse et irremplaçable, de son trajet, qui imprègne toute l'expérience du siècle. N'est-ce pas que cette connaissance est une des conditions de sa reconnaissance ?

Rares de nos jours, sont ceux qui, comme le président du congrès international sur l'émigration et l'immigration réuni en 1889 au Collège de France, estiment que "le fait de se transporter, de s'établir et de vivre là où l'on espère trouver une existence plus sûre est une des manifestations les plus naturelles de l'activité humaine" (1). Ces considérations, pourtant raisonnables, semblent ne plus être entendues. La perception des immigrés connaît depuis plus d'un siècle ses périodes généreuses et ses moments exécrables.

Des témoins irremplaçables

Pendant des décennies, de jeunes hommes et femmes de tous les horizons se sont installés en France quand l'industrie réclamait leur force de travail. Ils sont restés. Les plus anciens sont morts. Les autres ont vieilli. Ils approchent du terme de leur vie. S'il arrive que soit évoquée leur participation à l'économie du pays, il est souvent oublié qu'ils sont, pour les raisons qui les ont fait partir, pour les expériences qu'ils ont vécues et pour la possibilité qu'ils ont eue de tenir les fils de plusieurs cultures, des témoins irremplaçables de notre siècle.

Au sortir immédiat de la Seconde Guerre mondiale, alors que le pays n'était pas encore totalement libéré, un responsable du Centre d'Action et de Défense des Immigrés soulignait qu'au cours des années terribles qui venaient de s'écouler, le peuple français ne s'était pas trouvé seul dans la peine : "Les trois millions d'immigrés : Italiens, Polonais, Espagnols, Juifs, Roumains, Arméniens et autres, ont participé aux manifestations patriotiques, à la lutte les armes à la main contre les oppresseurs hitlériens". Il rappelait aussi que c'était "le futur traître Laval" qui avait donné

* Historien, CNRS, Lyon

en 1935 son expression la plus brutale aux mesures anti-immigrés de l'avant-guerre, expulsant sans ménagement les familles de mineurs polonais avec leurs enfants nés en France. Il déplorait qu'au lendemain de la Libération de Paris, plusieurs centaines d'immigrés aient encore été parqués dans un camp boulevard Kellermann "parce qu'ils ne possédaient pas de papiers d'identité en règle". "Une enquête, ajoutait-il, a permis de constater qu'il s'agissait en général de travailleurs honnêtes dont beaucoup sont des Espagnols républiques". Aux partisans de la "politique condamnée" d'avant-guerre, à ceux qui dénonçaient les immigrés comme des éléments "inassimilables" à contingerter et à refouler, il répondait : "à la deuxième génération, les enfants de ces immigrés qui sont nés en France et fréquentent nos écoles, ne se différencient pas des Français. Il n'est que justice d'accorder la citoyenneté française à leurs parents, qui apportent à la France le concours de leurs bras et lui donnent leurs enfants (2)". Tels étaient les sentiments qui prévalaient après la dernière guerre, quand la France se donnait des institutions rompant avec un passé de malheur et inscrivait au préambule de sa nouvelle Constitution : "Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame de nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés". (Préambule de la Constitution de 1946).

Le réveil des spectres

Les temps ont bien changé. Notre présent a renoué avec son avant-guerre. Il semble que les descriptions des livres les plus alarmistes des années trente quant aux "menaces" supposées découler de la présence des immigrés soient remises au goût du jour. Il suffit, pour s'en rendre compte, de substituer une nationalité d'aujourd'hui dans les textes d'autrefois pour retrouver les mêmes peurs et les mêmes fantasmes. En 1931, le "spécialiste" universitaire de l'immigration Georges Mauco décrivait ainsi les villes méridionales dans une thèse presque unanimement louée : "On croirait, à parcourir certains de ces quartiers misérables, où le français est devenu langue étrangère, se trouver dans quelque ville de l'Italie méridionale. Rien de plus brutal que le contraste entre ces îlots et les quartiers plus récents, les belles voies commerçantes, les promenades fleuries, les somptueuses villas. Les rues sont étroites, sales et encadrées de hautes et vieilles mai-

sons. Du linge, des hardes pendent aux fenêtres ou sur des cordes qui traversent la rue d'une fenêtre à l'autre. Une marmaille brune, malpropre, pieds nus, grouille dans tous les coins et s'ébat avec une vivacité toute méridionale" (3). Tandis que le journaliste Raymond Millet, auteur d'un livre reportage sur Doriot, décrivait en 1938 La-Plaine-Saint-Denis avec des mots analogues : "Il est un bourg espagnol, un labyrinthe de ruelles et d'impasses où des haillons multicolores séchent aux fenêtres des masures. De mois en mois, les immigrés nouveaux et la descendance des matrones prolifiques annexent d'autres bicoques, les badigeonnent de couleur vive, plaquent aux flancs des murs lézardés quelques balcons de bois, des escaliers extérieurs, des baraquements où bientôt grouillent des poules, des lapins, des marmots" (4). On aura remarqué à quelle déshumanisation, quelle animalisation sont ramenés les étrangers dans ces descriptions à faire frémir : la marmaille brune, les lapins et les marmots, la descendance prolifique des matrones, le grouillement, la saleté. Des mots ressortent le dégoût du différent qui alimente le discours xénophobe. Et ce sont là les mots de personnes reconnues par l'Université et la grande presse.

Avec la crise économique du début des années trente, s'était rouverte "la question de l'immigration" effacée en période faste. Le déficit de population dû à l'hécatombe de la guerre de 1914 et aux besoins de la reconstruction, à l'essor de la nouvelle croissance industrielle, fut comblé par une immigration massive qui plaçait la France, en chiffres absous, au second rang des pays d'immigration derrière les Etats-Unis, devant le Canada, le Brésil, l'Argentine ou l'Australie. "Sans cet appoint venant de l'étranger, reconnaissait-on alors, nos industries dévastées par la guerre seraient en grande partie restées dans leur néant" (5). Au tout début des années vingt, la France comptait un million et demi d'étrangers, deux millions sept cent mille à l'orée des années trente (1931) : 800 000 Italiens (450 000 dix ans plus tôt), 500 000 Polonais (46 000 dix ans auparavant), 350 000 Espagnols, 250 000 Belges, des Arméniens, des Russes, des Suisses, des Portugais, des sujets de l' "Afrique française" par dizaines de milliers, tous avec des histoires singulières et des destins collectifs façonnés par le tumulte du monde. Cet étrange patchwork était ramené par la statistique à la catégorie invariante et neutre d' "étrangers" avec laquelle journalistes, professeurs et hommes politiques fabriquaient les peurs autochtones du basculement de la France immuable et enracinée.



Raymond Millet allait chercher au Palais le calcul des jours de prison "étrangers" et de leur coût pour le contribuable au centime près : 2.262,55 francs pour les Afghans délinquants, 1.369,41 pour les Albanais, 35.644,12 pour les Chinois, 9.898 francs et 38 centimes de criminalité monégasque, 166 francs et 32 centimes de criminalité monténégrine : les plus chers étant évidemment à prendre dans les nationalités les plus nombreuses, Italiens : 1.036.557,92 francs pour 218.592 journées de prison et les Polonais : 955.925,69 pour 153.633 jours de détention (les Français manquaient à la statistique, de même que le montant des impôts payés par les étrangers). Ces calculs absurdes mais inquiétants paraissaient en annexe de son livre car il n'est rien de plus précieux que des chiffres pour "objectiver" une idée. Il dressait également, dans le même esprit, le tableau des "communes colonisées" et des "communes submergées" : Villerupt, Homécourt en Meurthe-et-Moselle, Pécquencourt dans le Nord, Livet-Gavet, Saint-Martin-d'Hères, Echirolles, Charvieu-en-Isère, Givors, Vénissieux, Vaulx-en-Velin dans le Rhône... Dans certaines communes industrielles de la banlieue lyonnaise, les étrangers formaient autour de la moitié de la population lors du recensement de 1931 : 44% à Vénissieux, 48% à Vaulx-en-Velin, 55% à Décines, cité de la soie artificielle.

Une mémoire précieuse

Ces étrangers, arrivés jeunes dans la période où leur force de travail trouvait à s'employer aisément dans les grandes usines en expansion, ont pour la plupart "fait leur vie" en France. Ils ont travaillé à l'usine, ils ont été licenciés, repris, ils se sont mariés, ils ont monté un commerce, ils se souviennent des grèves, en bien ou en mal, et du cinéma, et de la guerre, ils ont bâti une maison ou ont obtenu un appartement en H.L.M. quand les nouveaux ensembles se sont bâtis sur ces communes. Très peu ont fait parler d'eux. Ils ont laissé passer les années, comme tout un chacun, quelle que soit sa nationalité. Certains sont devenus français, d'autres pas. Les enfants toujours. Pour les statisticiens, ils ne sont que des chiffres, entrant ou sortant des tableaux. Pour les rapporteurs des cabinets ministériels, ils sont l'objet d'une politique incarnée en décrets et textes de lois révisés selon les temps.

Pour les historiens, ceux qui, du moins, ne se contentent pas de recopier Mauco, les vieux immigrés sont surtout des individus porteurs d'une expérience collective d'une richesse insoupçonnée : ils fusionnent en eux des univers éloignés de temps révolus. Autour du même travail, dans les banlieues des années vingt et trente, se sont rencontrés des Arméniens rescapés du

génocide, des Russes des Armées blanches en déroute, des Indochinois arrachés à leurs rizières pour les besoins d'une guerre, des Kabyles des douars épargnés du Djurdjura, des Espagnols des mines d'argent et de plomb épuisées de l'Andalousie, des Italiens de villages particuliers venus parce que, par tradition, cette banlieue est le point de passage obligé de migrations qui mènent aussi vers les Etats-Unis.

Ils ont la mémoire de leurs trajets, celle du pays lointain, et celle de leur longue installation. Ils appartiennent doublement à un monde disparu. Leur univers de départ est un pays d'origine évanoui : le misérable royaume d'Italie au temps des chemises noires, l'Espagne d'Alphonse XIII ou de la République sociale, de la guerre civile ou de Franco, la Russie bolchevique dévastée, les plateaux d'Anatolie rendus invivables par le gouvernement Jeune Turc, les colonies d'Extrême-Orient ou d'Afrique où la France imposait son pouvoir... Le monde dans lequel les immigrés se sont installés a lui aussi cessé d'exister, il s'est dissous dans la crise récente : l'espace des grandes usines ou des mines, des cités et des corons, du syndicalisme et des solidarités ouvrières. Les vieux immigrés sont doublement les témoins de notre siècle : témoins des troubles de la planète qu'ils ont dû affronter, témoins du changement social de notre société devenue la leur. C'est pourquoi leur mémoire est précieuse.

Les vieux immigrés, ceux qui ont plus de soixante-dix ans, témoignent par leur être d'une vérité de l'intégration très éloignée des discours dominants. Ils sont tels que la vie les a façonnés, et non tels que des journalistes superficiels ou des hommes politiques démagogues aiment à imaginer l'immigré "intégré". Ils ne parlent pas un français pur, écrivent dans la langue qu'ils ont apprise, ne connaissent pas sur le bout du doigt nos institutions, conservent souvent la religion de leur enfance. Ainsi l'on rencontre encore, au bord d'un canal, une dame russe de quatre-vingt dix ans qui occupe la maisonnette bâtie par son mari décédé, qui nourrit ses poules, tient son journal en caractères cyrilliques et admire le pape Jean-Paul II. On rencontre, dans l'appartement bruyant d'un immeuble des années soixante, un vietnamien veuf qui se fait lui-même son riz, et a accroché au mur les images rondes du Bouddha et un portrait ascétique de Hô Chi Minh. On voit un Kalmouk qui n'aime pas les Arméniens parce qu'il doit partager avec eux le prestige du footballeur Djorkaeff issu des deux origines. On s'entretient avec un couple d'Arméniens recueillis dans les orphelinats du Liban

après les grands massacres, qui ne pardonnent pas au général de Gaulle d'avoir "fait venir les Arabes". On parle avec une femme algérienne qui raconte comment elle a pleuré longtemps après avoir quitté le bled, comment elle donnait à l'épicier le plus gros billet dont elle disposait afin de ne pas avoir la honte de ne pas donner assez parce qu'elle ne savait pas compter. Chacun a son accent, écorche les mots, et se souvient parfaitement de ce qui a fait la vie de la cité. Leurs enfants à tous sont Français et, à la faveur des années fastes ont grimpé dans l'échelle sociale : cadre commercial, travailleuse sociale, enseignant, patron.

Ces gens ont donné leur physionomie à nos quartiers populaires et à nos banlieues. Il suffit de lire les noms sur les boîtes aux lettres. Leur vie est souvent restée ignorée parce que personne ne s'est donné la peine d'aller interroger cette expérience du siècle et que la transmission n'est pas, pour eux, naturelle. Ayant travaillé toute leur existence, ayant vécu dans la simplicité, ils n'ont pas conscience de la richesse que recèle cette mémoire enfouie. C'est aussi ce qui fait la valeur de leurs récits. Ils n'ont pas le discours construit et l'ego débordant des habitués de la communication. Leur mémoire, pourtant, est irremplaçable pour appréhender dans sa vérité et sa dimension humaine, les processus de transformation de nos sociétés et apporter ainsi des éléments de réponse aux questions de notre présent dans une double perspective de connaissance et de reconnaissance. ■

(1) Congrès international de l'intervention des pouvoirs publics dans l'émigration et l'immigration, Paris, août 1889.

(2) Louis Petit, *Le Problème des immigrés dans la France libérée*, Centre d'Action et de Défense des Immigrés, 1944.

(3) Georges Mauco, *Les étrangers en France*, Paris, Armand Colin, 1932.

(4) Raymond Millet, *Trois millions d'étrangers en France, les indésirables, les bienvenus*, Paris, Librairie de Médicis, 1938.

(5) Marcel Paon, *L'Immigration en France*, Paris, Payot, 1926.

* Philippe Videlier est l'auteur de l'ouvrage *Décines, une ville, des vies* (Editions Paroles d'Aube, 1996).